6 MESURES INCONTOURNABLES

POUR UNE TRANSITION ÉCOLOGIQUE JUSTE

La COP21 a favorisé l'émergence en France d'une prise de conscience de l'urgence climatique et de la nécessité d'une action collective pour endiguer ce phénomène planétaire. Mais, bien que l'accord de Paris représente un socle essentiel pour contenir le réchauffement de la planète en deçà de 1,5°C d'ici la fin du siècle, il restera lettre morte s'il n'est pas suivi de mesures concrètes de mise en œuvre.

Dans le contexte des prochaines élections présidentielles et législatives, rappelons que les solutions pour réduire les émissions de gaz à effet de serre sont étroitement corrélées aux préoccupations actuelles des citoyens. Elles permettront, entre autres, de :

- **LUTTER CONTRE LE CHÔMAGE,** principale préoccupation des français, en créant des centaines de milliers d'emplois non délocalisables grâce aux technologies d'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables.
- ➡ LIBÉRER DAVANTAGE DE POUVOIR D'ACHAT en privilégiant des politiques d'économie d'énergie telle que l'investissement massif dans la rénovation énergétique des logements ou dans des transports moins consommateurs d'énergie, très rentable à moyen terme.
- OFFRIR À TOUS UN AIR SAIN ET UNE ALIMENTATION DE QUALITÉ, préservant ainsi la santé des citoyens.

Loin de représenter un enjeu seulement écologique, la lutte contre les changements climatiques est une formidable opportunité d'avancer vers une meilleure qualité de vie, de réduire les inégalités et d'apporter au plus grand nombre des bénéfices économiques et sociaux. Autant de chantiers auxquels les candidats aux prochaines élections devraient s'atteler sans plus attendre.





RELANCER RAPIDEMENT LE DÉVELOPPEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES ET LEUR FIXER UN CAP À 100% D'ICI À 2050

Pourquoi c'est important?

Les énergies renouvelables, couplées à une réduction de la consommation d'énergie, réduisent les pollutions et les risques des autres énergies, ainsi que notre dépendance aux importations. Elles s'appuient sur les territoires et favorisent l'implication des citoyens, entreprises et collectivités pour créer plusieurs centaines de milliers d'emplois.

<15%

La France est **le plus mauvais élève de l'Union européenne** pour l'atteinte de ses objectifs 2020, avec moins de **15%** d'énergies renouvelables en 2014 (l'objectif européen est de 23% en 2020). C'est seulement 5% de plus qu'en 2005.

COMMENT AGIR?

Fixer le cap vers 100% d'énergies renouvelables en France pour 2050 et faire de leur développement une priorité absolue, notamment via une simplification réglementaire immédiate.



1 million d'euros investi permet de créer 19 emplois dans l'efficacité énergétique ou 14 emplois dans les renouvelables, contre seulement 5 dans le charbon ou le nucléaire.



RÉFORMER LA FISCALITÉ POUR FINANCER UNE TRANSITION ÉCOLOGIQUE JUSTE

Pourquoi c'est important?

Le système fiscal actuel est à la fois défavorable à l'environnement et porteur d'injustice sociale et économique. Il est donc indispensable de supprimer les exemptions et niches fiscales qui vont à l'encontre des enjeux climatiques et sociaux. Cela permettra de générer des recettes supplémentaires pour cofinancer les grands chantiers d'une transition écologique juste.

2 FOIS +*

L'exonération totale de taxe sur le kérosène bénéficie en premier lieu aux ménages des catégories aisées, ceux-ci étant deux fois plus nombreux à avoir pris l'avion au cours de l'année écoulée que les ménages les moins aisés.

COMMENT AGIR?

Mettre en place un calendrier officiel de sortie des subventions aux énergies fossiles en France, d'ici à 2020.

MILLIARDS D'EUROS/AN

Le manque à gagner total dû aux exonérations fiscales sur les énergies fossiles, ainsi que leur impact sur l'environnement et la santé s'élève à 30 milliards d'euros par an en France. Il est indispensable de réorienter la fiscalité de l'énergie et d'accompagner les ménages les plus vulnérables dans cette transition.



ENCLENCHER UNE TRANSITION AGRICOLE ET ALIMENTAIRE, ÉCOLOGIQUE ET CRÉATRICE D'EMPLOIS

Pourquoi c'est important?

Notre système agricole est majoritairement dépendant des énergies fossiles et des intrants chimiques: il est coûteux, fragile et fortement émetteur de gaz à effet de serre. Les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation sont responsables de plus d'un tiers des émissions de gaz à effet de serre émises sur le territoire de la France (sans compter les importations d'engrais azotés, d'alimentation pour animaux, d'alimentation humaine, etc.). Les modèles agricoles les plus écologiques résistent mieux aux crises. Une évolution de notre modèle agricole ne se fera pas sans une transition de nos régimes alimentaires, avec un triple bénéfice: amélioration de notre santé, meilleure protection de l'environnement et création d'emplois non délocalisables.



Une tomate produite hors saison, sous serre chauffée, émet jusqu'à **10 fois plus de gaz à effet de serre** qu'une tomate produite en pleine terre.

COMMENT AGIR?

D'ici à 2030, dans les restaurants collectifs, porter à 60% le taux de produits alimentaires écologiques, dont 40% de produits bio, et proposer deux repas végétariens par semaine.



L'agriculture biologique participe à la lutte contre les changements climatiques et est meilleure pour la santé: on trouve jusqu'à **128 résidus chimiques** dans les repas types (non bio) d'une journée.



ACCÉLÉRER LA DISPARITION DES PASSOIRES ÉNERGÉTIQUES

Pourquoi c'est important?

30% des logements ont un niveau de performance énergétique très faible (de classe F ou G). La loi sur la transition énergétique prévoit la rénovation énergétique de 500 000 logements par an, à partir de 2017, dont au moins la moitié à destination des occupants à revenus modestes. L'objectif est de réduire de 15% la précarité énergétique d'ici à 2020.



5,8 millions de ménages sont en situation de précarité énergétique en France, soit 12,2 millions d'individus.

COMMENT AGIR?

Allouer de manière pérenne une partie des recettes de la composante carbone au programme « Habiter mieux » de l'Anah. Ce programme pourra alors disposer d'un budget renforcé et pluriannuel (au moins 3 ans) pour financer des rénovations performantes (BBC rénovation), notamment pour des ménages modestes.

460 000 EMPLOIS



Un programme ambitieux de rénovation énergétique permettrait de créer 460 000 emplois nets d'ici à 2025.



DONNER ACCÈS À UNE MOBILITÉ PROPRE À TOUS

Pourquoi c'est important?

Premier secteur émetteur de gaz à effet de serre à l'échelle nationale (28% des émissions territoriales), les transports ont aussi un coût astronomique à l'échelle individuelle (6000 € en moyenne par an). Ils sont une source majeure de la pollution de l'air qui cause plus de 48 000 décès prématurés chaque année dans tous les territoires. C'est le résultat d'une politique trop timide en faveur des transports alternatifs à la voiture.

MILLIARDS D'EUROS

En 2014, la facture énergétique de la France (solde importations-exportations) s'est élevée à 54 milliards d'euros, soit davantage que le déficit de la balance commerciale! 82% de cette facture sont imputables aux importations de pétrole.

COMMENT AGIR?

Accorder un soutien de l'État de 2 milliards d'€ aux collectivités locales pour faciliter l'essor du vélo et des transports collectifs et proposer un schéma national d'infrastructures et de services de transports durables pour tous.

34 000 **VIES**♥

34 000 vies pourraient être sauvées

chaque année en France si l'ensemble des communes ramenait leur niveau de pollution aux particules PM2,5 à celui des communes les moins polluées en apportant notamment des solutions de mobilité alternative au transport routier.



CONCRÉTISER ET AMPLIFIER LES ENGAGEMENTS FINANCIERS DE LA FRANCE POUR UNE JUSTICE CLIMATIQUE AU SUD

Pourquoi c'est important?

Les pays pauvres sont les plus touchés par les effets des changements climatiques, alors qu'ils en sont les moins responsables. Ils ont besoin de soutien pour mieux s'adapter et faire face à ces impacts, mais aussi pour développer dès maintenant les énergies renouvelables qui limiteront leurs émissions futures. Sans solidarité internationale, les objectifs de l'Accord de Paris ne pourront pas être atteints.



Lors de la COP21, la France s'est engagée à atteindre **5 milliards d'euros de financements** pour le climat en 2020 et à fournir **400 millions d'euros supplémentaires sous forme de dons.**

COMMENT AGIR?

Améliorer l'efficacité des sources de financements innovantes: ainsi, l'élargissement de la taxe sur les transactions financières aux actions intra-journalières et l'augmentation de son taux par les députés dans le cadre du projet de loi de finances 2017 a représenté une avancée mais devra être accompagnée par une affectation d'au moins 50% des recettes générées à la solidarité internationale, notamment en faveur du climat. La France doit aussi utiliser son influence pour enfin faire aboutir la taxe européenne sur les transactions financières.

300 GIGAWATTS T

Les projets climat sont également bénéfiques au développement: en Afrique, 300 GigaWatts d'énergies renouvelables installées en plus d'ici à 2030 permettraient un accès universel à l'électricité sur le continent.